**Guide d’élaboration des plans de gestion MAEC 2023/2027**

**en région Auvergne-Rhône-Alpes**

Certains cahiers des charges MAEC imposent la réalisation d’un plan de gestion. Le plan de gestion permet de définir localement les obligations en matière de gestion des surfaces engagées. Ce plan de gestion est à transmettre à la DDT(M) au plus tard le 15 septembre de la 1ère année d'engagement.

Le plan de gestion est réalisé par l’opérateur ou une structure désignée par l’opérateur. Le bénéficiaire (contractant MAEC) doit être associé à la réalisation du document pour favoriser son appropriation des enjeux du territoire et des pratiques à mettre en œuvre en réponse à ces enjeux. Il doit être obligatoirement signé (pour les entités collectives, la signature du représentant suffit).

Le plan de gestion est le résultat d’échanges avec l’exploitant, de visites sur le terrain, ainsi que de l’analyse de documents (registre parcellaire, inventaires de milieux…)

Le plan de gestion découle du diagnostic d’exploitation néanmoins, **le plan de gestion est un document spécifique distinct du diagnostic d’exploitation**. Le plan de gestion doit être signé par l’opérateur (ou la structure désignée par celui-ci pour le réaliser) et le contractant responsable de la gestion des surfaces engagées. Pour les entités collectives, pour la partie contractante, c’est le représentant de l’entité collective qui signe**. La signature du plan de gestion est impérative (l’absence de signature entraîne une anomalie en cas de contrôle).**

Lorsqu’une exploitation contractualise plusieurs MAEC, on ne rédiger qu'un seul plan de gestion par exploitation, intégrant toutes les parcelles engagées.

Les objectifs du plan de gestion sont :

* Identifier les éléments surfaciques, linéaires, ponctuels faisant l’objet des obligations de pratiques définies par l’opérateur,
* Préciser la campagne d’engagement de l’agriculteur pour la (ou les) MAEC concernée(s),
* Préciser les obligations à respecter lors du contrat MAEC sur chaque élément engagé  ;
* Disposer des éléments factuels qui serviront de point de contrôle (document d’enregistrement des pratiques)

**Point de vigilance :**

Le plan de gestion **regroupe les pratiques OBLIGATOIREMENT à mettre en œuvre par le contractant sur les surfaces/linéaires/éléments ponctuels engagés** pour répondre aux enjeux du territoire. **Toute obligation figurant dans le plan de gestion constitue un point de contrôle pouvant faire l’objet de constat d’anomalie en cas de non respect entrainant une sanction.** Les **recommandations/conseils complémentaires qui ne constituent pas des points de contrôles peuvent être intégrées mais doivent faire l’objet d’un paragraphe spécifique distinct.**

Partie 4 : Certaines pratiques (en surligné bleu) ne sont pas obligatoirement à faire figurer au niveau du plan de gestion, le choix est laissé à l’opérateur d’imposer ou pas ces pratiques spécifiques selon le contexte et les pratiques locales.

**Règles de rédaction pour éviter tout problème d’interprétation :**

* **Les pratiques obligatoires à mettre en place par l’exploitant pour chaque élément engagé doivent être explicites, précises et contrôlables sur le terrain ou sur la base des enregistrements des pratiques** *(exemple vérification du niveau de prélèvement de la ressource par le pâturage ; vérification de la zone de mise en défens ; calcul d’un taux de chargement moyen max/mini …)*
* Pour les effectifs d’animaux : éviter le terme « environ », fixer plutôt une fourchette, au moins et au plus ;
* Identifier clairement les éléments engagés au moyen de cartographie (les zones faisant l’objet d’obligation doivent être précisément localisées pour le contractant et pour le contrôleur) ;
* **Définir précisément les termes utilisés** dans les obligations pour la bonne compréhension par l’exploitant de ses obligations et pour assurer la contrôlabilité du respect des engagements. *Par exemple :*
* *Pâturage précoce : éviter le terme « tôt dans la saison » donner plutôt une date, une période ;*
* *Pâturage en été : préciser à quelle période correspond l’été ;*
* *Augmenter la durée de pâturage : préciser exactement le nombre de jours de pâturage supplémentaires par rapport à la durée de référence qui sera spécifiée OU préciser un nombre minimal de jours de pâturage à réaliser obligatoirement ;*
* *Maintenir le niveau d’embroussaillement : état des lieux précis de la surface concernée au moment de l’engagement par rapport au niveau d’embroussaillement, des espèces présentes et éventuelles photos de l’état initial,*
* *Déplacement des aires d’abreuvement, des pierres à sel : préciser le rythme de déplacement=combien de fois sur la période de pâturage ;*
* *Installation point d’eau : préciser dès la première année ou tous les ans… ;*
* *Broyer la parcelle : préciser le rythme (tous les ans, tous les 2 ans…) ;*
* *etc…*
* **Toute modification du plan de gestion doit faire l’objet d’un avenant**, toute modification de pratiques doit faire l’objet d’une prise de contact du contractant auprès de l’opérateur ou de la structure délégataire afin d’établir un avenant. Les contraintes météo, la fréquentation touristique, la prédation, les variations de cheptel ou de parcellaire ne peuvent faire l’objet d’un ajustement réalisé par le contractant sans rédaction d’un avenant du plan de gestion par l’opérateur ou par la structure délégataire ;
* Proscrire le type de rédaction *« pratiques ou résultats attendus »* mais **utiliser le terme *« obligations » ;***
* ***Eviter les doublons entre diagnostic et plan de gestion*** *(par exemple au niveau du plan de gestion, inutile de reprendre les enjeux environnementaux du territoire présentés dans le diagnostic) ;*
* **Proposez en annexes des documents permettant d’enregistrer les pratiques à respecter** (ce sont ces documents qui permettront de contrôler le respect des obligations figurant dans le plan de gestion) ;

**Liste des cahiers des charges MAEC nécessitant la réalisation d’un plan de gestion :**

* MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides
* MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides – Amélioration de la gestion par le pâturage
* MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides – Gestion des espèces exotiques envahissantes
* MAEC BIODIVERSITE – Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage
* MAEC BIODIVERSITE – Protection des espèces
* MAEC BIODIVERSITE – Maintien de l’ouverture des milieux
* MAEC BIODIVERSITE – Maintien de l’ouverture des milieux – Amélioration de la gestion par le pâturage
* MAEC BIODIVERSITE – Entretien durable des infrastructures agroécologiques

Le modèle est **adaptable par l’opérateur**, mais **certains éléments sont obligatoires**. (Code couleur repris ci-dessous)

*Logo de la structure réalisant le diagnostic à intégrer*

*Logo de l’opérateur PAEC à intégrer*

**Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)**

**« XXXX»**

**Plan de gestion de l’exploitation**

**« XXXX »**

**PAEC « XXXX »**

SOMMAIRE

*Prévoir un sommaire facilite la prise en main du document (notamment pour les contrôleurs)*

# Informations générales

Plan de gestion réalisé en date du : *xx/xx/xx*

Par : *nom de l’intervenant réalisant le plan de gestion et structure*

Modalités de réalisation : *préciser la date de visite sur l’exploitation et les travaux documentaires ayant aboutis à la rédaction du plan de gestion (analyse registre parcellaire, localisation à partir d’inventaire…)*

Raison sociale de l’exploitation :

Nom et prénom de l’exploitant :

N° Pacage :

Commune (siège exploitation) :

Orientations technico-économiques dominantes de l’exploitation :

Liste des MAEC contractualisées faisant l’objet du présent plan de gestion :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Intitulé MAEC | Code MAEC | Année d’engagement | Surfaces (ha) / linéaires (ml) / éléments engagés |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

**Pour toute information complémentaire sur le contenu de ce plan de gestion et les éventuelles nécessités de modification,** contacter l’opérateur (ou structure délégataire pour la mise en œuvre du plan de gestion) :

*Préciser les coordonnées (nom contact, tel, mail)*

# Identifier les éléments engagés par type de mAEC ET OBLIGATIONS A RESPECTER

Tout ce qui relève de ce paragraphe sont des obligations à respecter. En cas d’évènements particuliers/évolutions substantiels sur l'exploitation remettant en cause le respect du plan de gestion, l'exploitant doit le signaler à l'opérateur pour avenant le cas échéant. Si la résolution par avenant n’est pas appropriée, signaler la situation à la DDT dans un délai de 15 jours ouvrables à compter du jour où il est en mesure de le faire. En effet, tout non respect des obligations entraîne l’application du régime de sanction.

*Décrire les éléments engagés et les pratiques concernées par les obligations. Une présentation sous forme de tableau permet de préciser :*

*\*l’ILOT/parcelle (ref. PAC)/surface ou linéaire ou ponctuel engagé*

*\* Les pratiques obligatoires à mettre en place sur l’élément engagé*

*\* Les documents à tenir à jour et à présenter en cas de contrôle (ce sont les indicateurs de contrôle): cahier d’enregistrement du pâturage, de la fertilisation, des interventions sur les éléments engagés, attestations suivi formations …etc.*

*\* Une cartographie sera aussi indispensable pour localiser des obligations spécifiques : refente des parcs/quartiers, mise en place de points d’abreuvement, mise en défens d’une zone à fort enjeu, dépôt de pierres à sel, …etc.*

*Les éventuelles recommandations sur l’élément engagé sont à faire figurer au paragraphe 5 du présent document*

# Contenu minimal du plan de gestion par type de cahier des charges

*Il s’agit ici de préciser les obligations définies localement par l’opérateur. Ces obligations doivent être conforme à la réglementation nationale en vigueur. Ce plan de gestion pourra être adapté année par année selon les enjeux et les aléas climatiques en rédigeant un avenant (cf. rubrique 7)*

*Ci-après est listé le contenu minimal du plan de gestion (). Ce contenu minimal a été défini au niveau national. Il peut donc être complété localement. Le contrôle portera sur le fait que l'exploitant a bien mis en œuvre son plan de gestion dans son intégralité. En cas de non respect d'un des éléments du plan de gestion, l'exploitant pourra être sanctionné.*

*Une fois rédigé,* ***les éléments figurant dans ce paragraphe constituent les obligations à respecter par les contractants. Le contenu de ce plan de gestion sert de base pour les contrôles.***

*Certaines pratiques (en surligné bleu) ne sont pas obligatoirement à faire figurer au niveau du plan de gestion, le choix est laissé à l’opérateur d’imposer ou pas ces pratiques spécifiques selon le contexte et les pratiques locales..*

##  MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides

Modalités d'utilisation de la ressource :

• Modalités de valorisation de la ressource (pâturage, fauche, ...) ;

• Période prévisionnelle d’utilisation : le cas échéant, interdiction de pâturage du XXX au XXX, sur les parcelles ciblées ;

• Pratiques spécifiques en cas de présence d’espèces et/ ou de milieux particuliers.

Entretien des éléments spécifiques au milieu :

• Entretien des berges (des mares, fossés et cours d'eau) pour maîtriser la végétation terrestre [Rq : le reprofilage et le curage relèvent d'opérations spécifiques] ;

• Faucardage des mares, fossés et cours d'eau ;

• Entretien des franges végétalisées non ligneuses (ex : roselière en bord de parcelles, …) ;

• Entretien des éléments paysagers nécessitant une gestion particulière (ex : bois morts, …) ;

• Remise en état des prairies après inondation ;

• Maintien de l'accès aux parcelles ;

• Le cas échéant, d'autres items pourront être rajoutés par l'opérateur, en lien avec le projet de territoire.

Pour les différentes pratiques, préciser les périodes d'intervention, les modalités d’entretien, la périodicité *(par exemple chaque année, tous les 2 ans, 2 fois sur les 5 ans…)*

*Point de vigilance : La périodicité est indispensable pour la contrôlabilité du respect des engagements*

## MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides – Amélioration de la gestion par le pâturage

Modalités d'utilisation de la ressource :

• Les modalités d’utilisation : utilisation annuelle minimale par pâturage ou fauche, niveau de consommation du tapis herbacé, le cas échéant, niveau de consommation de la strate ligneuse pour assurer le renouvellement de la ressource. Ces modalités peuvent être annuelles ou 1 année sur 2, ou 2 années sur 3 afin de s'adapter à la spécificité des milieux et aux aléas climatiques ;

• Période prévisionnelle d’utilisation (déplacement des animaux) sur l’ensemble des surfaces engagées (en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers, report de pâturage possible), afin de s'assurer d'un temps de repos suffisant du couvert herbacé. Le cas échéant, interdiction de pâturage du XXX au XXX, sur les parcelles ciblées ;

• Pose et dépose éventuelle de clôtures en cas de conduite en parcs tournants ;

• Pâturage rationné en parcs ou par gardiennage serré ou mode de conduite pastorale préconisé avec précision des résultats attendus si besoin (note de raclage ou autre méthode d’évaluation : les éléments objectifs de contrôle doivent être proposés).

• Installation/déplacement éventuel des points d’eau ;

• Conditions dans lesquelles l’affouragement temporaire est autorisé mais interdiction d’affouragement permanent à la parcelle ;

• Pratiques spécifiques en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers.

Entretien des éléments spécifiques au milieu :

• Entretien des berges (des mares, fossés et cours d'eau) pour maîtriser la végétation terrestre [Rq : le reprofilage et le curage relèvent d'opérations spécifiques] ;

• Faucardage des mares, fossés et cours d'eau ;

• Entretien des franges végétalisées non ligneuses (ex : roselière en bord de parcelles, …) ;

• Entretien des éléments paysagers nécessitant une gestion particulière (ex : bois morts, …) ;

• Remise en état des prairies après inondation ;

• Maintien de l'accès aux parcelles ;

• Le cas échéant, d'autres items pourront être rajoutés par l'opérateur, en lien avec le projet de territoire.

Pour les différentes pratiques, préciser les périodes d'intervention, les modalités d’entretien, la périodicité *(par exemple chaque année, tous les 2 ans, 2 fois sur les 5 ans…)*

*Point de vigilance : La périodicité est indispensable pour la contrôlabilité du respect des engagements*

## MAEC BIODIVERSITE – Préservation des milieux humides – Gestion des espèces exotiques envahissantes

Modalités d'utilisation de la ressource :

• Modalités de valorisation de la ressource (pâturage, fauche, ...) ;

• Période prévisionnelle d’utilisation : le cas échéant, interdiction de pâturage du XXX au XXX, sur les parcelles ciblées ;

• Pratiques spécifiques en cas de présence d’espèces et/ ou de milieux particuliers.

Entretien des éléments spécifiques au milieu :

• Entretien des berges (des mares, fossés et cours d'eau) pour maîtriser la végétation terrestre [Rq : le reprofilage et le curage relèvent d'opérations spécifiques] ;

• Faucardage des mares, fossés et cours d'eau ;

• Entretien des franges végétalisées non ligneuses (ex : roselière en bord de parcelles, …) ;

• Entretien des éléments paysagers nécessitant une gestion particulière (ex : bois morts, …) ;

• Remise en état des prairies après inondation ;

• Maintien de l'accès aux parcelles ;

• Le cas échéant, d'autres items pourront être rajoutés par l'opérateur, en lien avec le projet de territoire.

Pour les différentes pratiques, préciser les périodes d'intervention, les modalités d’entretien, la périodicité *(par exemple chaque année , tous les 2 ans, 2 fois sur les 5 ans…)*

*Point de vigilance : La périodicité est indispensable pour la contrôlabilité du respect des engagements*

Gestion des EEE :

• Localisation des surfaces ;

• Préconisations retenues parmi lesquelles :

- mise en place de bandes de roseaux (localisation, largeur minimale/maximale...) ;

- augmentation de la pression de pâturage (chargement instantané ou moyen minimal, périodes…) ;

- Développement de la ripisylve (localisation, largeur minimale/maximale…) ;

- Broyage (localisation, date) ;

- Sur-semis (localisation, modalités...) ;

- Retard de fauche (localisation, date…) ;

- Dates et modalités de réalisation des préconisations retenues sur chaque surface identifiée.

## MAEC BIODIVERSITE – Amélioration de la gestion des surfaces herbagères et pastorales par le pâturage

Modalités de valorisation de la ressource :

• Les modalités d’utilisation : utilisation annuelle minimale par pâturage ou fauche, niveau de consommation du tapis herbacé, le cas échéant, niveau de consommation de la strate ligneuse pour assurer le renouvellement de la ressource. Ces modalités peuvent être annuelles ou 1 année sur 2, ou 2 années sur 3 afin de s'adapter à la spécificité des milieux et aux aléas climatiques ;

• Période prévisionnelle d’utilisation (déplacement des animaux) sur l’ensemble des surfaces engagées (en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers, report de pâturage possible), afin de s'assurer d'un temps de repos suffisant du couvert herbacé ;

• Pose et dépose éventuelle de clôtures en cas de conduite en parcs tournants ;

• Pâturage rationné en parcs ou mode de conduite pastorale préconisé avec précision des résultats attendus si besoin (note de raclage ou autre méthode d’évaluation : les éléments objectifs de contrôle doivent être proposés).

• Installation/déplacement éventuel des points d’eau ;

• Conditions dans lesquelles l’affouragement temporaire est autorisé mais interdiction d’affouragement permanent à la parcelle ;

• Pratiques spécifiques en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers sur l’unité ;

Le cas échéant, le plan de gestion pourra être ajusté, par l'opérateur, annuellement ou certaines années selon les conditions climatiques.

## MAEC BIODIVERSITE – Protection des espèces

Le niveau de la mesure est déterminé par l'opérateur selon le plan de gestion défini (mise en défens et/ou selon le nombre de jours de retard d'utilisation moyen).

• Dates d'utilisation des différentes parcelles engagées en cas de retard d'utilisation ;

Les dates d'utilisation (fauche ou pâturage) sont définies selon les enjeux identifiés. Le plan de gestion pourra être pluriannuel et pourra être modifié chaque année pour s'adapter à la localisation changeante des espèces à protéger.

• En cas de pâturage, respect du chargement maximum à définir par l'opérateur ;

• Le cas échéant, respect des pratiques de fauche :

- Circulation centrifuge ;

- Vitesse lente (maximum 8 km/h) ;

- Pas d’utilisation de groupe de fauche (un seul tracteur avec une seule faucheuse) ;

- Utilisation d’une barre d’effarouchement.

Les pratiques à mettre en œuvre sont définies par l'opérateur, selon les enjeux identifiés. Les modalités de fauche peuvent varier d'une parcelle à l'autre.

• En cas de mise en défens d'une part des surfaces engagées, préciser les modalités de gestion de ces zones et localiser les zones à mettre en défens au sein des surfaces engagées.

## MAEC BIODIVERSITE – Maintien de l’ouverture des milieux

Si plusieurs enjeux sont présents sur l'exploitation, le plan de gestion devra préciser les pratiques à mettre en oeuvre pour les différents types de surface, selon les enjeux. Ces surfaces devront être localisées.

• Les espèces à éliminer. Elles pourront faire l’objet d’un référentiel photographique ;

• Un taux de recouvrement ligneux à maintenir. Sur certains territoires, certaines espèces ligneuses comestibles peuvent être maintenues sur la parcelle (exemple : myrtille, callune, aubépine, rosiers, noisetier, genêts…). Si cela se justifie sur un territoire, ces espèces pouvant être maintenues doivent être listées dans le plan de gestion ;

• Le cas échéant, si la nécessité d'intervention(s) complémentaire(s) se justifie : le nombre d'intervention et la périodicité d'élimination des rejets et autres végétaux indésirables. En fonction de la périodicité, et donc de l’âge des ligneux correspondants, les éléments objectifs de contrôle doivent être définis (par exemple absence de ligneux, présence de ligneux de diamètre inférieur à 1 cm, …). Le nombre d'intervention peut être nul en cas d'objectif de gestion par pâturage renforcé uniquement ;

• La période pendant laquelle l’élimination des rejets ligneux et autres végétaux indésirables doit être réalisée, dans le respect des périodes de reproduction de la faune et de la flore et, le cas échéant, en lien avec les objectifs du schéma régional de cohérence écologique et du site Natura 2000. Une période d’interdiction d’intervention devra être fixée, d’au minimum 60 jours entre le 1er avril et le 31 juillet, sauf sur les territoires à enjeu défense des forêts contre l’incendie sur lesquels l’entretien devra être réalisé avant le 30 juin ;

• La ou les méthode(s) de valorisation/élimination :

- pâturage renforcé/interventions mécaniques/brûlage/interventions manuelles ;

- fauche ou broyage ;

- export obligatoire des produits ou maintien sur place autorisé ;

- matériel à utiliser, en particulier matériel d’intervention spécifique aux zones humides (faible portance).

## MAEC BIODIVERSITE – Maintien de l’ouverture des milieux – Amélioration de la gestion par le pâturage

Si plusieurs enjeux sont présents sur l'exploitation, le plan de gestion devra préciser les pratiques à mettre en oeuvre pour les différents types de surface, selon les enjeux. Ces surfaces devront être localisées.

• Les espèces à éliminer. Elles pourront faire l’objet d’un référentiel photographique ;

• Un taux de recouvrement ligneux à maintenir. Sur certains territoires, certaines espèces ligneuses comestibles peuvent être maintenues sur la parcelle (exemple : myrtille, callune, aubépine, rosiers, noisetier, genêts…). Si cela se justifie sur un territoire, ces espèces pouvant être maintenues doivent être listées dans le plan de gestion ;

• Le cas échéant, si la nécessité d'intervention(s) complémentaire(s) se justifie : le nombre d'intervention et la périodicité d'élimination des rejets et autres végétaux indésirables. En fonction de la périodicité, et donc de l’âge des ligneux correspondants, les éléments objectifs de contrôle doivent être définis (par exemple absence de ligneux, présence de ligneux de diamètre inférieur à 1 cm, …). Le nombre d'intervention peut être nul en cas d'objectif de gestion par pâturage renforcé uniquement ;

• La période pendant laquelle l’élimination des rejets ligneux et autres végétaux indésirables doit être réalisée, dans le respect des périodes de reproduction de la faune et de la flore et, le cas échéant, en lien avec les objectifs du schéma régional de cohérence écologique et du site Natura 2000. Une période d’interdiction d’intervention devra être fixée, d’au minimum 60 jours entre le 1er avril et le 31 juillet, sauf sur les territoires à enjeu défense des forêts contre l’incendie sur lesquels l’entretien devra être réalisé avant le 30 juin ;

• La ou les méthode(s) de valorisation/élimination :

- pâturage renforcé/interventions mécaniques/brûlage/interventions manuelles ;

- fauche ou broyage ;

- export obligatoire des produits ou maintien sur place autorisé ;

- matériel à utiliser, en particulier matériel d’intervention spécifique aux zones humides (faible portance).

Modalités de valorisation de la ressource :

• Les modalités d’utilisation : utilisation annuelle minimale par pâturage ou fauche, niveau de consommation du tapis herbacé, le cas échéant, niveau de consommation de la strate ligneuse pour assurer le renouvellement de la ressource. Ces modalités peuvent être annuelles ou 1 année sur 2, ou 2 années sur 3 afin de s'adapter à la spécificité des milieux et aux aléas climatiques ;

• Période prévisionnelle d’utilisation (déplacement des animaux) sur l’ensemble des surfaces engagées (en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers, report de pâturage possible), afin de s'assurer d'un temps de repos suffisant du couvert herbacé.

• Pose et dépose éventuelle de clôtures en cas de conduite en parcs tournants ;

• Pâturage rationné en parcs ou mode de conduite pastorale préconisé avec précision des résultats attendus si besoin (note de raclage ou autre méthode d’évaluation : les éléments objectifs de contrôle doivent être proposés).

• Installation/déplacement éventuel des points d’eau ;

• Conditions dans lesquelles l’affouragement temporaire est autorisé mais interdiction d’affouragement permanent à la parcelle ;

• Pratiques spécifiques en cas de présence d’espèces ou de milieux particuliers sur l’unité ;

Le cas échéant, le plan de gestion pourra être ajusté, par l'opérateur, annuellement ou certaines années selon les conditions climatiques.

## MAEC BIODIVERSITE – Entretien durable des infrastructures agroécologiques

Pour les ligneux :

\* Le type de taille : entretien qui permet d'avoir une gestion pied à pied, taille sur les 2 côtés de la haie. A titre exceptionnel, pour des motifs environnementaux explicités par l'opérateur dans le diagnostic de territoire et pour des localisations précisées dans celui-ci, l'entretien pourra ne porter que sur un seul côté ;

\* Le type d'outil : les coupes seront réalisées à la tronçonneuse ou par un outil assimilé, réalisant une coupe franche similaire à une coupe de tronçonneuse (épareuse et lamier interdits) ;

• Le nombre de tailles et la périodicité des tailles à effectuer : une seule et unique fois en 5 ans (sauf pour la taille de formation qui peut être répétée tous les ans). Les interventions respecteront le cycle de production de la région.

 \* Pour les arbres de haut jet (y compris les arbres têtards) : abattage sans coupe à blanc, émondage en respectant la tête de chat, taille des branches basses sans laisser de chicots ;

\* Pour les cépées d'arbres et arbustes: recépage et/ou balivage, taille de branches basses- Les coupes seront effectuées au plus près du sol tout en veillant à ce qu'elles soient au-dessus du collet ;

\* Taille de formation des haies ou arbres de moins de 10 ans ;

\* Le lierre sera maintenu ;

• Les interventions pourront préserver des sections sans prélèvement en fonction du type de haie et des préconisations du plan de gestion ;

• La période d’intervention : en automne et/ou en hiver entre le 1er septembre et le 1er mars pour l'hexagone. La période d’intervention doit être définie en fonction de la nidification des oiseaux et de la présence des fleurs/fruits dans les haies ;

• En hexagone, maintien des bois morts et préservation des arbres remarquables sur le plan du paysage ou de la biodiversité (faune cavernicole, faune saproxylique) : vieux arbres têtards, arbres creux, arbres à cavités, arbres borniers, etc. ;

• Le cas échéant, modalités de gestion des espèces exotiques envahissantes, modalités de gestion des résidus de taille.

Table de conversion pour les éléments de la MAEC IAE Ligneux Hexagone :



Pour les mares :

• L'interdiction de colmatage plastique ;

• Les modalités éventuelles de débroussaillement préalable (lorsque cela est nécessaire pour la restauration de la mare) ;

• Les modalités éventuelles de curage (Il s’agit de proposer des types d'entretien qui sont compatibles avec le code de l'environnement. ) et les modalités d’épandage des produits extraits ;

• Les dates d’intervention (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre) ;

• La nécessité de créer ou d’agrandir une pente douce (moins de 45°). Si cette obligation est retenue, les travaux devront être réalisés au cours de la première année de l’engagement ;

• La possibilité ou l’interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier, sinon liste des espèces autorisées) ;

• Les modalités d’entretien de la végétation aquatique et ripicole, à des dates et suivant une périodicité à définir ;

• Les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique de lutte contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d’élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et/ou plans d’eau pour l’élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), dates et outils à utiliser ;

• Dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d’accès aux animaux : interdiction d’abreuvement direct sur l’ensemble du périmètre de la mare ou du plan d’eau (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur de l’accès autorisé).

La présence d'eau n'est pas obligatoire toute l'année.

Pour les fossés :

• Les modalités d’entretien du fossé assurant le bon écoulement de l’eau. Il s’agit de proposer des types d'entretien qui sont compatibles avec le code de l'environnement. En particulier :

 - seront exclues toutes les interventions devant participer à l’assèchement des milieux humides alentours (prairies, tourbières…) ;

- pour les fossés en marais, le plan de gestion devra veiller à respecter la stabilité des berges et de la ceinture végétale, le curage vieux fond / vieux bords, le principe de mosaïque en conservant des fossés et canaux d’âges différents favorables à la biodiversité, et à conserver les échanges entre parcelles inondables et réseaux de fossés et canaux ;

• Les méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante : liste des espèces envahissantes visées, description des méthodes d’élimination (destruction chimique interdite), en marais, le faucardage des fossés pour l’élimination des végétaux allochtones envahissants sera interdit), périodes de destruction et outils à utiliser ;

• Les devenirs des produits du curage, et le cas échéant, les modalités d’exportation des produits de curage et de faucardage ;

• La période pendant laquelle l’entretien du fossé doit être réalisée, en dehors des périodes de reproduction de la faune et de la flore ;

• La périodicité de cet entretien ;

• Les conditions éventuelles de brûlage des produits de curage et de faucardage, si celui-ci est autorisé. Dans tous les cas, il doit être conforme à la réglementation et réalisé en dehors des périodes de reproduction de la faune (en particulier de l’avifaune) ;

• Les conditions éventuelles de recalibrage pour les canaux d’irrigation dans le respect du gabarit initial (le recalibrage des fossés et rigoles est quant à lui interdit).

# Recommandations/conseils ne faisant pas l’objet de contrôle

*Il s’agit ici de préciser les éventuels recommandations et conseils que l’opérateur souhaite préciser.*

# Signatures du plan de gestion (*document à transmettre à la DDT impérativement avant le 15 septembre de l’année d’engagement)*

*Le plan de gestion à présenter en cas de contrôle doit être daté et signé.*

Date : ……………………………………..

|  |  |
| --- | --- |
| Signature de l’opérateurou structure délégataire*(préciser nom et qualité du signataire)* | Signature du contractant*(préciser nom et qualité du signataire)* |
|  |  |

# Avenant n°………… au plan de gestion

# Annexes du plan de gestion

*Tout document permettant de décrire/localiser les éléments engagés et les document d’enregistrement des obligations définies dans le plan de gestion (pratiques à respecter)*